REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE EN FRANCE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL/N°78/OCT.1980/3ff./30fb./2fs./0.70 cts. can.

POLOGNE

LIBRE OU PAS, LE SYNDICALISME EST UNE IMPASSE

LA VICTOIRE DES OUVRIERS POLONAIS, CE N'EST PAS LE SYNDICAT LIBRE. LOIN DE CONSITUER UN PROLONGEMENT DE LA FORMIDABLE LUTTE QUE LA CLASSE OUVRIERE A IMPOSE AU MONDE BOURGEOIS, LE SYNDICAT LIBRE, COMME TOUS LES SYNDICATS, CONSTITUE LA NEGATION DE TOUT CE QUI A FAIT LA FORCE DU MOUVEMENT.

●"Croyez-moi, on a obtenu aujourd'hui tout ce qui était possible, pour nous et pour tout le pays. Le reste, on l'aura avec notre syndicat."

(Walesa, discours consécutif aux accords de Gdansk)

C'est ainsi que s'exprimait le "leader" de Gdansk à des ouvriers sceptiques (1/3 environ étaient contre la reprise du travail), réduisant la formidable lame de fond qui a ébranlé la Pologne à cette fin, à cet "acquis" : le syndicat libre.

Pourtant, quand les grèves entamées depuis juillet ont culminé le 14 août avec l'entrée en grève des chantiers de Gdansk, les syndicats libres ne tenaient pas le haut du pavé : les revendications d'alors étaient : augmentation de salaires de 50%, dissolution des syndicats, suppression des privilèges, retransmission des informations sur les luttes. La rapidité de la généralisation du mouvement, la fermeté de son organisation ont imposé la force ouvrière.

Mais, en Pologne, c'est la 3ème fois depuis 10 ans que le problème se pose de façon cruciale. Les deux dernières fois, le gouvernement avait reculé... pour mieux sauter. Les mesures d'austérité "annulées" devant la force du mouvement ouvrier avaient été réintroduites par d'autres biais, sous la pression inexorable des lois d'une économie capitaliste qui s'effondre.

C'est dans la réalité quotidienne depuis plus de 10 ans que la conscience s'est fait jour chez les ouvriers que gagner aujourd'hui ne suffit pas, et qu'il faut "autre chose". Cette autre chose, les ouvriers l'ont vu dans la possibilité de veiller en permanence à ce que les promesses soient tenues, en rendant permanents leurs comités de grève. A partir de là, les "syndicats libres" sont entrés en scène, se présentant comme LA solution, la panacée permettant la défense des intérêts ouvriers.

Mais quand on compare les buts et les moyens du "syndicat libre et autogéré" avec ce qui a fait la force et la conscience des ouvriers en Pologne, en 70 comme en 80, il apparaît clairement que ces institutions s'opposent en tous points à ce qui avait permis aux ouvriers en Pologne de s'imposer. Loin d'être une continuation de la dynamique du mouvement, elles en sont la négation sur tous les plans.

LES BUTS DU SYNDICAT LIBRE : CONCILIER L'INCONCILIABLE

"Le syndicat se donne pour but (...) de tenter d'harmoniser les intérêts des travailleurs avec le fonctionnement de l'entreprise... de former une attitude active des travailleurs pour le bien de la patrie."

(Projet de statuts pour les syndicats libres établis à Gdansk)

Etait-ce le sens des grèves de masses que de se préoccuper de la santé de la patrie? Quand les ou-

SUITE PAGE 4

AUSTERITE, CHOMAGE, RECESSION:

LA FARCE ELECTORALE NE FAIT PLUS ILLUSION

FINI LE TEMPS DES ILLUSIONS! NUL AUJOURD'HUI N'OSE PLUS PREDIRE LA FIN DE LA CRISE. TOUTES LES DONNEES DE L'ECONOMIE INDIQUENT UN AVENIR QUI VA EN S'ASSOMBRISSANT. ALORS QUE CHAQUE FRACTION DE LA BOURGEOISIE COMMENCE SON TAPAGE ELECTORAL, L'HEURE N'EST POURTANT PAS AUX PROMESSES MIROBOLANTES. POURQUOI?

LA CRISE ECONOMIQUE

●La récession est là, plus tôt même que ne le prévoyaient nos économistes distingués, entre le premier et le quatrième trimestre de cette année la production industrielle devrait chuter de 4 à 5% selon l'INSEE.

Ce ne sont plus seulement les secteurs périphériques de la production qui sont touchés, mais aussi ce qui constituait le fleuron et la fierté des capitalistes français : l'industrie automobile. Le groupe Peugeot-Citroen-Talbot et la société d'Etat, la régie Renault commencent à subir la crise mondiale du marché automobile et baissent leur production en conséquence. Quant à la sidérurgie, elle est encore plus malade et les licenciements de l'année dernière qui avaient déterminé les conflits de Denain et de Longwy, présentés à l'époque comme la seule médecine possible, ne font qu'en annoncer d'autres. La liste des secteurs en difficulté est inépuisable : textile, construction navale, machines-outils, industrie du cuir, bâtiment, etc.

Résultat : un chômage qui ne cesse de s'accroître par les licenciements qui jettent les ouvriers dans la misère et par l'arrêt de l'embauche qui prive les jeunes qui arrivent sur le marché du travail de tout revenu. Licenciements chez Magnum, sous-traitant de l'industrie automobile, chez Dufour, fabricant de machines-outils en faillite, dans la sidérurgie à Usinor, dans le textile chez Willot, à Manufrance qui ne cesse de mourir, etc; quant à l'Etat dans son récent budget il a décidé de ne plus embaucher de fonctionnaire. Tout cela sans compter les jours chômés comme chez Peugeot. L'INSEE prévoit ainsi que le nombre des chômeurs atteindra 2 500 000 dans les années qui viennent.

Quant à l'inflation, elle n'a pas pour autant cessé de rogner le niveau de vie de la classe ouvrière, 12% l'année dernière, 13,6% prévus cette année, les chiffres sont éloquents. La période des congés annuels, fidèle à sa tradition, a vu se produire des augmentations en série : gaz, électricité, téléphone, taxe d'habitation, etc...

Le tableau général est sombre, mais il est clair. La réalité de la crise se charge de balayer les illusions qui ont fleuri dans les années 70 ; il est clair aujourd'hui que :

- la crise est mondiale, à l'Est comme à l'Ouest, ce qui est en cause ce n'est pas un problème national de gestion, mais une crise du capitalisme dans son ensemble;
- la fin de la crise n'est pas en vue, elle dure depuis une quinzaine d'années et ne cesse de s'aggraver partout dans le monde.

Cela se traduit pour le prolétariat aujourd'hui par la conscience de plus plus claire que ce n'est pas le changement de l'équipe au pouvoir qui changera fondamentalement quelque chose et donc par une désaffection vis-à-vis des perspectives électorales ; contre l'attaque de la bourgeoisie contre son niveau de vie, la seule perspective qui s'ouvre à la classe ouvrière, c'est la lutte.

LA FARCE ELECTORALE

Aiguillonée par la crise, la conscience approfondie du prolétariat détermine de profonds changements dans la vie politique de la bourgeoisie.

Au sein de la majorité, Barre a au moins le mérite de la clarté. Les travailleurs savent à quoi s'en tenir lorsqu'il "regrette" que "derrière les intérêts catégoriels, existent des groupes sociaux, des structures sociales qui ne peuvent pas être éliminés du jour au lendemain". Les travailleurs de Terrin, de Longwy, de Denain, de Manufrance, les poseurs de rails, les marins-pêcheurs, ont pu éprouver la nature de ces regrets.

Bon gestionnaire de la bourgeoisie française, il sait que pour maintenir la compétitivité du capital français sur le marché mondial en proie à une concurrence acharnée, il faut élever la productivité du capital et pour cela licencier, diminuer les salaires, accentuer les cadences, faire des coupes sombres dans les investissements non directement productifs (exception faite de l'armée et de la police évidemment!). Il défend l'intérêt national, celui de l'économie française, et les travailleurs peuvent constater chaque jour que

SUITE PAGE 2

IRAK-IRAN



A PEINE LA LUTTE EN POLOGNE S'EST-ELLE SUFFISAMMENT RALENTIE POUR FAIRE PASSER AU SECOND PLAN LES INQUIETUDES DE LA BOURGEOISIE MONDIALE FACE AU DANGER PROLETARIEN, QUE LA BOURGEOISIE MANIFESTE A NOUVEAU SA NATURE PROFONDE AVEC SES PREPARATIFS DE GUERRE.

SOMMAIRE 78

M 2485-82-3 F

AUSTERITE,CHOMAGE,RECESSION...

SUITE DE LA PAGE 1.

ce n'est pas le leur. Il ne mystifie pas les travailleurs et ne le cherche pas. Figure de proue de l'austérité, il prône la fermeté et promet au prolétariat encore plus de misère.

Les gaullistes, quant à eux, tiennent à prendre leurs distances vis-à-vis de cette politique pour ménager leur électorat : la petite industrie (les fameux canards boiteux que Barre veut éliminer) et la petite bourgeoisie anachronique, mais ils ne peuvent pas pour autant se désolidariser complètement de la politique gouvernementale qu'eux mêmes ont assumée tant d'années.

Si à droite les choses paraissent relativement simples, à gauche par contre rien ne va plus. Finie l'union dans le Programme Commun, PC et PS s'invectivent à qui mieux-mieux. Finies les perspectives gouvernementales. Ce que la gauche ne veut surtout pas, c'est assumer la responsabilité de la gestion du capital national à un moment où cela signifie austérité.

FACE AUX REALITES DE LA CRISE, UNE UNE INDIFFERENCE CROISSANTE DE LA CLASSE OUVRIERE A L'EGARD DES POLITICIENS BOURGEOIS.

Le Programme Commun est mort parce que son pouvoir mystificateur s'est épuisé, sa crédibilité s'est usée. Précisément parce que la crise s'est chargée de réveler sa nature mondiale et durable, s'est chargée de montrer que ce n'était pas un problème de gestion de gauche ou de gestion de droite, que le Programme Commun au pouvoir n'aurait rien changé fondamentalement. Les illusions électorales ont énormément perdu de leur poids aux yeux de la classe ouvrière.

Dans ces conditions, pour la gauche, plus question de vouloir arriver au pouvoir. Elle risquerait d'y perdre en assumant la responsabilité de l'austérité, sa capacité de contrôle sur la classe ouvrière. La dynamique unitaire liée aux perspectives électorales du Programme Commun ne correspond plus à rien, l'heure est à la division dont on voit aussi l'efficacité pour saboter les luttes ouvrières.

Si, au sein du PS, cette réorientation ne s'est pas faite facilement, alors que ce parti avait basé tout son renouveau sur la dynamique électorale, et que des tendances favorables à l'accession prochaine du PS à la présidence y subsistent au travers de la tendance Rocard, au sein du PC par contre le vocabulaire a totalement changé.

Naguère,pour celui-ci,iln'y avait qu'un seul mot d'ordre : "Votez"; lutter c'était d'abord aller aux urnes, il ne fallait pas faire grève car cela risquait de rejeter l'électorat hésitant dans les bras de la droite. Aujourd'hui le ton a changé; dans son traditionnel discours de la fête de l'Humanité, Marchais déclare : "Attendre sans rien faire que la solution de tous les problèmes sorte des urnes, ce serait laisser les mains libres au capital et à son pouvoir", ou encore: "il n'y a donc aujourd'hui qu'un seul moyen efficace pour aller de l'avant, celui de la lutte".

Pourquoi un tel changement ? Parce que le prolétariat lassé des farces électorales dont on l'a gavé pendant des années s'est remis à lutter et le PC et le PS, s'ils veulent continuer à saboter les luttes ouvrières, doivent le faire de l'intérieur sous peine d'être débordés, la carotte des promesses du Programme Commun ne peut plus les faire rester sages.

Dans ces conditions, la gauche doit radicaliser son langage pour mieux mystifier la classe ouvrière, pour mieux la diviser, pour mieux saboter ses luttes.

Cela se traduit par le désintérêt que les travailleurs manifestent vis-à-vis de la campagne électorale ou les dés paraissent pipés. La gauche veut rester dans l'opposition, et ses divisions ne font qu'aviver le dégoût des ouvriers pour la politique bourgeoise. Il est fini le temps où la bourgeoisie pouvait garantir le calme social à coups de promesses electorales. Le prolétariat sait que l'heure est à la lutte. Les élections paraissent pour ce qu'elles ont toujours été depuis des dizaines d'années : une farce dont les ouvriers sont les dupes.

Dans ces conditions, ce n'est plus tant au travers des mystifications électorales , mais au travers des mystifications syndicales que la bourgeoisie assure son emprise sur le prolétariat.

LE SABOTAGE SYNDICAL

Maire et Seguy tiennent la vedette. Chacun passe autant de temps à dénoncer l'austérité qu'à polémiquer avec l'autre. En fait, au travers de leurs querelles, de leurs divisions, CGT et CFDT n'ont qu'un but : désorganiser, désorienter la classe ouvrière afin de mieux la controler.

C'est en fait à un partage du travail que nous assistons. La CGT (et le PC), loin des perspectives gouvernementales, peuvent se permettre la plus grande démagogie, s'ils adoptent un vocabulaire radical c'est pour mieux dévoyer la lutte de classe. La CFDT se pose comme plus responsable, mais elle aussi radicalise son langage.

L'heure est à la lutte de classes et les syndicats le savent bien. L'heure n'est plus aux mystifications générales comme la perspective de la gauche au pouvoir, où le prolétariat est dissous dans l'ensemble de la population, atomisé en autant de "citoyens". Celui ci a pris conscience de la nécessité de la lutte, de la nécessité de s'organiser pour lutter. C'est à ce niveau que la mystification syndicale pèse de tout son poids en prétendant à l'organisation de la lutte. Les constants appels du PC ou de la CGT à la lutte n'ont qu'un but, monopoliser le contrôle de cette lutte pour mieux la dévoyer vers des impasses en jouant de la division syndicale, du corporatisme, du localisme, du nationalisme. On en voit les résultats à Boulogne chez les marins-pêcheurs, à Manufrance, pour les poseurs de rail du TGV, etc... Partout des luttes vaincues dans l'isolement syndical

Les phrases ronflantes des syndicats peuvent mystifier, pas leur pratique, elle va toujours dans le même sens, maintenir les luttes dans l'isolement afin d'assurer au capital français la quiétude dont il a grandement besoin.

Maintenant que l'illusion électorale est usée jusqu'à la corde, l'illusion syndicale est le carcan que le prolétariat devra briser s'il veut vraiment : imposer un rapport de forces réel à la bourgeoisie pour la faire reculer. Ce rapport de forces, il ne peut l'obtenir que par la généralisation des luttes par delà toutes les divisions qu'utilisent les syndicats et pour cela le prolétariat ne peut compter que sur ses seules forces, sur sa seule capacité d'auto-organisation, en dehors et contre les syndicats.

Les travailleurs ne doivent pas se faire d'illusion, ceux qui aujourd'hui lancent à travers tous les médias de l'Etat bourgeois de vibrants appels à la lutte, ceux qui tiennent des discours vigoureux contre l'austérité, ceux qui se prétendent les meilleurs défenseurs de la classe ouvrière sont les mêmes qui,naguère,nous ont menés en bateau, d'élections en élections, de manifs-bidons en manifs-bidons. Aujourd'hui que le dévoiement électoral ne paye plus, ils opposent d'autres armes à la combativité ouvrière, mais leur but n'a pas changé : maintenir le prolétariat dans les fers de l'exploitation afin de maintenir en vie un système qui leur profite.

J.J.

MANUFRANCE,TGV,MARINS-PECHEURS:

gouvernement et syndicats se partagent le travail



DESARMES PAR LES SYNDICATS, REPRIMES PAR L'ETAT : FACE AUX ATTAQUES CROISSANTES DE LA BOURGEOISIE, LES OUVRIERS DOIVENT PRENDRE EN MAIN L'ORGANISATION DE LEUR FORCE.

●La lutte de classe n'a pas respecté la trêve estivale. La crise économique, qui touche tous les secteurs de la production, n'a pas laissé de répit à la classe ouvrière qui, un peu partout, a subi les attaques du capital et de l'Etat contre le niveau de vie, les conditions de travail et d'emploi. En divers endroits, comme chez les marins pêcheurs, sur les chantiers du TGV et à Manufrance, elle a engagé ou poursuivi le combat de résistance contre ces attaques. Mais, à chaque fois, elle s'est heurtée non seulement à l'intransigeance de ses exploiteurs, mais également au travail de sape des organes sensés défendre ses intérêts : les syndicats. Dans chaque occasion, ceux-ci, et notamment la CGT, ont fait beaucoup de bruit, ont organisé toutes sortes "d'actions" spectaculaires, ont tenu ur langage des plus radicaux. Mais tout cela n'était que de la fumée pour désorienter les travailleurs, dévoyer et enrayer leurs luttes, les priver de leur autonomie de classe.

A Manufrance, suivant les termes mêmes du premier ministre, il fallait "s'adapter ou disparaître". Et "s'adapter" signifie des licenciements de travailleurs et l'éclatement en plusieurs entreprises où ceux qui garderont leur travail seront encore plus vulnérables face aux futures attaques patronales.

Dans cette situation, les syndicats se sont montrés de fidèles auxiliaires de l'Etat capitaliste :

-en ramenant tout le problème à celui "d'une mauvaise gestion de l'économie nationale" par l'actuel gouvernement. Pour ce qui est de la gestion, les syndicats peuvent être contents d'eux-mêmes: les différents plans de "relance", tous soutenus par la gauche, ont en effet permis une relance efficace : celle des mises en chômage puisque 2/3 des effectifs de l'entreprise ont disparu depuis 1977 avec la bénédiction de ces ardents "défenseurs" des travailleurs. Dans le domaine de la "gestion", les gauchistes eux-mêmes ne sont pas en reste, puisque "Rouge" proposait une grève illimitée pour exiger... nationalisation, c'est à dire la prise en charge de l'entreprise par le principal responsable de son élimination : l'Etat.

-en fatiguant et en isolant complètement la lutte. Par l'alternance des manifs-promenades dans la ville de St-Etienne et des rallyes-cyclistes sensés sensibiliser "l'opinion publique" sur le problème des"Manufrance" l'intersyndicale a réussi à enfermer les ouvriers dans "leur" entreprise, sur "leurs" problèmes particuliers, alors que la seule issue était une généralisation du combat dans le reste de la classe ouvrière, toutes catégories et entreprises confondues.

Face aux marins pêcheurs, les syndicats ont manoeuvré en vieux loups du capital :

-en "étendant" le mouvement à tous les grands ports de pêche avec des assemblées générales bien contrôlées et des actions sans perspective sinon l'affrontement avec la marine et la police nationale pour ceux des marins qui avaient compris que l'Etat ne céderait pas, ce qui a eu pour effet de les isoler de leurs camarades, à travers la fausse alternative de tenir ou pas le blocus des ports.

-en "généralisant" l'amalgame des intérêts des patrons-artisans avec ceux des matelots qu'ils exploitent et des marins de la pêche industrielle ; en d'autres termes, en masquant les antagonismes de classe;

-en enfermant, tout en se "radicalisant" face à l'Etat, les marins pêcheurs dans leur profession, sans chercher la solidarité avec les ouvriers des industries portuaires et les marins de la marine marchande.

De son côté, l'Etat s'est dépêché de réprimer dès que le mouvement risquait de déborder les consignes syndicales, et surtout, comme à Fos et Antifer, là où des grèves avaient eu lieu l'an dernier dans l'industrie.

Présents sur tous les fronts, les syndicats se sont souvenus qu'il ne fallait pas laisser les ouvriers immigrés sans contrôle. Aussi ont-ils profité du travail déjà préparé par les gauchistes (en particulier par les efforts en vue de dévoyer la lutte des foyers Sonacotra derrière le syndicalisme de base) pour rétablir leur emprise sur ce secteur important de la classe ouvrière Après la grève des nettoyeurs du métro (où la CFDT s'était distinguée), ils ont poursuivi cette opération dans la grève des poseurs de rails qui a touché toutes les régions de France où il y a des chantiers du TGV. Malgré la faible syndicalisation, les syndicats ont pris la grève en main juste à temps :

-en isolant les ouvriers par secteurs régionaux

-en les faisant camper près des chantiers solidement gardés par les gendarmes.

-en organisant des actions "radicales" comme le sabotage des voies posées par les ouvriers utilisés comme briseurs de grève, ce qui a eu essentiellement pour effet de dresser les uns contre les autres les travailleurs, alors que la première chose à faire aurait été d'essayer de discuter avec ces ouvriers pour tenter de les convaincre de cesser d'exécuter les basses besognes du capital et d'entrer dans la lutte à leur tour. Et la preuve que cette "action d'éclat" ne gênait pas outre mesure la bourgeoisie, c'est qu'elle s'est déroulée sous le regard attentif des gendarmes qui ont attendu le lendemain pour investir le campement des grévistes ... pour perquisitionner!

Là non plus, l'Etat n'a pas voulu céder. Et, finalement, après de nombreux mois de grève, les ouvriers ont repris sur une défaite, grâce à l'empressement des syndicats, comme partout ailleurs, à seconder son travail, à faire tout leur possible pour enfermer le mouvement de la classe ouvrière dans un cercle vicieux, sans issue, afin de la démoraliser et de la briser, pour faire passer l'austérité, le chômage, tout ce que la crise du capital tente de nous faire supporter.

La classe ouvrière n'a rien à attendre de l'Etat ni des syndicats sensés la défendre ; elle ne peut compter que sur son auto-organisation, son autonomie et sa force collective de classe révolutionnaire.

S.V.

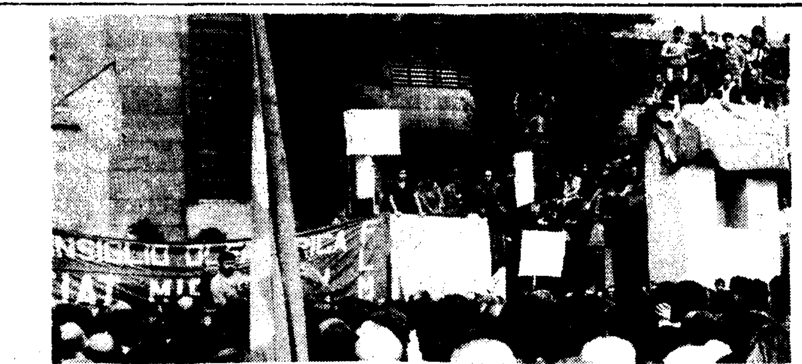
ITALIE

CONTRE LES LICENCIEMENTS: LUTTE AUTONOME DU PROLETARIAT (TRACT)

15 000 LICENCIEMENTS ANNONCES A FIAT : LA SERIE NOIRE CONTINUE, DES USA A LA FRANCE, DE L'ANGLETERRE A L'ITALIE.

MAIS QUAND LA BOURGEOISIE EST CONTRAINTE DE S'ATTAQUER AUX GRANDES CONCENTRATIONS OUVRIERES, AU COEUR DE L'INDUSTRIE COMME LE SECTEUR AUTOMOBILE, LES CHOSES NE VONT PAS SANS MAL POUR ELLE : L'AGGRAVATION DE LA SITUATION VIENT DEJA DE PROVOQUER LA CHUTE DU GOUVERNEMENT. LA BOURGEOISIE ANNONCE AUJOURD'HUI LA SUSPENSION DES 15 000 LICENCIEMENTS PREVUS, MAIS LE RESTE DEMEURE: PLUS D'EMBAUCHE, DES PRE-RETRAITES EN MASSE, DES AVANTAGES AUX "PARTANTS VOLONTAIRES".

QUNAT A LA GAUCHE, ELLE S'AGITE EN TOUS SENS POUR DEFOULER POUR LE TASSER UN MECONTENTEMENT QUI GRONDE. ON VOIT AUJOURD'HUI UN BERLINGUER, CET APOTRE DU COMPROMIS HISTORIQUE ET DE L'AUSTERITE SALVATRICE, BRANDIR UN POING MENAÇANT EN APPELANT A L'OCCUPATION DE FIAT, ET S'ENFLAMMER DANS DES DISCOURS COMBATIFS... APRES AVOIR SUBI LES DISCOURS LENIFIANTS DE LA GAUCHE ET DES SYNDICATS SOUTENANT LE GOUVERNEMENT, LES OUVRIERS ITALIENS TROUVENT FACE A LEUR COMBATIVITE RENAISSANTE UNE GAUCHE TRAVESTIE EN OPPOSITION POUR MIEUX CASSER LA FORCE QU'ILS ONT MANIFESTEE EN PARTANT EN GREVE ILLIMITEE CONTRE L'AVIS DES SYNDICATS, EN FAISANT DES PREMIERES TENTATIVES DE LIAISON AVEC D'AUTRES ENTREPRISES TOUCHEES.



ASSEMBLEE GENERALE A LA FIAT DE TURIN EN GREVE.

●On nous avait dit que les 61 licenciements de l'année dernière touchaient "la lie", des gens qui ne voulaient pas travailler, des "soutiens du terrorisme". Il s'agissait en fait de la première offensive contre la combativité ouvrière, en préparation de "ce que la bourgeoisie est contrainte de faire face à la concurrence effrénée que provoque la crise, à savoir le licenciement de milliers d'ouvriers." (tract de Rivoluzione Internazionale du 16 octobre 79).

Puis ce fut le tour des 1200 ouvriers jetés à la rue en juillet dernier pour cause "d'absentéisme chronique", faisant entendre qu'à partir de là on ne plaisanterait plus.

Il ne s'agit pas d'un "problème italien". Dans le seul secteur de l'automobile,un ouvrier sur trois a perdu son travail aux USA. En Grande-Bretagne,la British Leyland a licencié 20000 travailleurs. En France, Chrysler ferme 10 000 postes de travail. En Allemagne, Opel à mis "en liberté" encore 5 000 salariés...

Aujourd'hui, alors que la moitié des ouvriers de Fiat sont en chômage partiel deux jours sur cinq (1), on veut procéder au licenciement de 14 500 d'entre eux.

C'est une question de survie de l'entreprise, nous dit Agnelli. La situation est grave, mais on peut éviter le pire, répondent en choeur les syndicats, les forces "de gauche" et le gouvernement lui-même. Mais quand ils parlent "du pire", ils ne se réfèrent pas tant aux licenciements qu'à la réponse déchaînée qu'ils craignent de la part de la classe ouvrière.

Pour parvenir à leurs objectifs, ils sont prêts à tout : réduire immédiatement la production en mettant au chômage partiel 24 000 ouvriers (1), puis réduire la main-d'oeuvre excédentaire par des mises à la retraite anticipées le blocage de l'embauche et par la "mobilité" du personnel à l'intérieur et à l'extérieur de l'entreprise. Mais que veut dire "mobilité" sinon L'ANTICHAMBRE DES LICENCIEMENTS.

Dans la seule région de Turin, il faut déjà trouver du travail pour les anciens salariés de la Silma, de Venchi Unica et de Singer (ces derniers au chômage depuis 8ans! (1), sans compter les licenciements à venir à l'Indesit, entreprise qui est aussi en crise.

Par ailleurs, une chute de la production dans les établissements de Fiat entraîne immédiatement des répercussions dans les usines qui en dépendent plus ou moins directement et qui englobent une main-d'oeuvre quatre fois plus nombreuse.

Les premiers signes arrivent déjà de Pinin Farina de Turin qui a dès à présent déclaré un surplus de 500 travailleurs et de Motofides qui en a 200 en trop.

QUELLE EST DONC L'ISSUE POUR LES OUVRIERS DE FIAT ET POUR LE PROLETARIAT EN GENERAL?

Faut-il encore se placer dans le cadre des syndicats dont on connait la corruption et les "trahisons"?

Ceux-ci peuvent-ils garantir ne fut-ce qu'un minimum de défense de la classe?

Le problème, c'est qu'on ne PEUT PAS POSER SON CUL SUR DEUX CHAISES A LA FOIS.

Lorsque les syndicats disent "qu'il faut prendre en charge les problèmes de la flexibilité de la production", qu'il est nécessaire de rétablir la compétitivité de l'industrie italienne, ils déclarent ouvertement LEUR APPARTENANCE AU CAMP DE LA BOURGEOISIE!

Aujourd'hui, plus que jamais, les intérêts du capital et ceux du prolétariat sont totalement opposés. Ceux qui cherchent à jouer une rôle de "médiateurs" comme le font les syndicats ne peuvent être que des bourgeois cachés derrière un langage vaguement ouvrier.

En outre, on peut voir concrètement comment, avec le temps, les points sur lesquels les syndicats cèdent sont de plus en plus importants et nombreux : augmentation des cadences, lutte contre l'absentéisme, limitation des hausses de salaire, chômage partiel, etc...

Ouvriers, prolétaires,

Le mépris que montrent patrons, syndicats et forces politiques pour nos conditions de vie et de travail est inacceptable.

Même la dernière "assurance" d'emploi s'écroule. Le phénomène des licenciements qui au début ne touchait qu'une petite minorité de la classe frappe aujourd'hui de près n'importe lequel d'entre nous.

Pour le capital, TOUT TRAVAIL EST POTENTIELLEMENT EXCEDENTAIRE ET DONC LICENCIABLE.

Quel sera l'avenir des travailleurs qui n'ont pas été licenciés, si ce n'est l'accroissement des cadences et la détérioration des conditions de travail, sous la menace des licenciements?

OUVRIERS, CAMARADES,

Nos frères de classe polonais nous l'ont montré : pour résister à l'exploitation capitaliste, LA SEULE VOIE EST CELLE DE DEFENDRE SANS ATTERMOIEMENT NOS PROPRES REVENDICATIONS, POUR LA DEFENSE DE NOS CONDITIONS DE VIE ET DE TRAVAIL, SANS CONCESSION NI CONSIDERATION A L'EGARD DES BILANS ET DE LA PRODUCTIVITE DES ENTREPRISES ET DE L'ETAT.

La seule défense ouvrière victorieuse passe par la reconnaissance de l'existence des MEMES INTERETS POUR TOUTE LA CLASSE, PAR-DESSUS LES USINES OU LES NATIONS.

L'avenir de l'émancipation prolétarienne réside dans la capacité qu'aura la classe de se libérer de toutes les mystifications des partis de "gauche" et des syndicats et de renforcer l'attaque contre les patrons et leur Etat.

Rivoluzione Internazionale
(section du CCI en Italie) 17-9-80.

NOTE :
(1) Ce que nous appelons "chômage partiel" désigne en fait une situation où les ouvriers ne travaillent pas, mais sont payés par une "caisse": cette caisse est alimentée par les cotisations des ouvriers et en partie par l'Etat, et paye les ouvriers à 80% de leur salaire.

IRAK - IRAN

QUAND LE RENFORCEMENT DU BLOC RECLAME LA GUERRE

L'intervention irakienne en Iran, brutale transformation d'"incidents de frontières" en une "guerre totale", n'a pas manqué de fournir l'occasion à l'ensemble des médias de brandir le spectre de la troisième guerre mondiale en même temps que celui des menaces sur les approvisionnements pétroliers. Un tel langage, celui des pires sacrifices à venir, est devenu un leit-motiv, une constante de la propagande bourgeoise, chaque fois que la lutte ouvrière marque le pas.

Cependant, le battage n'a pas été à la mesure de celui entendu au moment de l'intervention russe en Afghanistan, ni même de la campagne contre l'Iran orchestrée dans le bloc occidental depuis l'arrivée au pouvoir de Khomeiny. Depuis l'attaque irakienne,chaque chef de file de bloc s'est surtout empressé de ...ne rien faire, de n'avancer ni la dénonciation, ni le soutien d'un des deux camps en présence. Tout se passe comme si cette guerre n'était que l'expression pure et simple, mais à une échelle supérieure, de vieilles querelles territoriales ou ethniques, comme si la guerre, dans une région aussi fondamentale tant du point de vue économique que stratégique, ne concernait en rien la rivalité entre les deux grandes puissances impérialistes.

● Il n'y a pas de doute que les motifs de litiges entre l'Iran et l'Irak ne manquent pas, à commencer par les territoires pétroliers de la région du Chatt-El-Arab. La puissance militaire de l'Iran à l'époque du Shah n'autorisait guère l'Irak à tenter la moindre percée sur ces territoires, et la supériorité iranienne était d'ailleurs scellée par les accords d'Alger en 75 qui reconnaissent les droits iraniens sur la région, en échange de la cessation du soutien par l'armée iranienne de la rebellion kurde en Irak.

Il ne fait pas de doute non plus que les désordres survenus en Iran, la chute du Shah, la décomposition de l'Etat et surtout de l'armée, ont suffisamment affaibli le pays pour permettre à l'Irak de dénoncer les accords de 75 et de reprendre ses pressions militaires aux frontières de l'Iran.

Mais s'il est vrai que c'est la situation intérieure iranienne qui donne la clé de la guerre actuelle et de son passage à un degré plus élevé, c'est fondamentalement parce qu'elle touche à des intérêts autrement supérieurs aux revendications territoriales de l'Irak.

Avec la 5ème armée du monde, entièrement formée et sur-équipée par les USA, l'Iran du Shah constituait une des bases stratégiques essentielles du bloc américain : gendarme du golfe d'abord, chargé de veiller sur la stabilité de la région et sur le nerf de la guerre que constituent les approvisionnements pétroliers occidentaux, mais aussi, avec plusieurs milliers de kilomètres de frontière avec l'URSS, un élément essentiel de l'encerclement du bloc russe.

La décomposition de cette place forte américaine, si elle n'a pas remis en cause fondamentalement le rapport de forces entre les blocs, représente cependant pour les USA une perte considérable, et peut être une brèche ouverte dans le mur occidental anti-russe. Depuis la chute du Shah, une des préoccupations essentielles des USA est de reconstituer ce centre stratégique régional qu'était l'Iran : tout a été fait pour éliminer les facteurs de désordre intérieur constitués par la pression des religieux, et pour mettre en avant des fractions plus "responsables" de la bourgeoisie autour de Baktiar, Bazargan ensuite et enfin Bani Sadr. Avec le prétexte des otages à la clé, les menaces d'intervention militaire de Carter, puis le raid "manqué" d'avril dernier étaient autant d'avertissements dans ce sens à la bourgeoisie iranienne. Ce que traduit la situation actuelle en Iran, avec entre autres le non règlement de la question des otages, et surtout le blocage total du gouvernement, c'est que la question est loin d'être réglée ; elle illustre l'incapacité de la fraction Bani Sadr à stabiliser la situation, alors que la seule force qui pourrait consolider l'Etat, l'armée, se trouve elle-même extrêmement affaiblie.

Quant à l'Irak, s'il a été longtemps considéré comme un des plus fidèles alliés de l'URSS dans la région, ce pays a accumulé depuis deux ans les signes d'un éloignement de plus en plus sensible à l'égard de la tutelle russe : liquidation des staliniens nationaux, réorientation du commerce en faveur de l'occident, et remplacement progressif de l'armement russe par des équipements occidentaux (français en particulier).

L'ENJEU DU CONFLIT

Dans ce cadre, le bloc russe a tout intérêt de son côté à la poursuite de l'instabilité dans la région, dans la mesure où elle constitue un affaiblissement du bloc adverse. La brèche ouverte dans la cohésion du bloc occidental par la décomposition de l'Etat fort iranien avait été un des facteurs autorisant l'intervention russe en Afghanistan. Ceci dit, aujourd'hui, ni l'Iran, ni l'Irak n'offre à l'URSS les moyens de tenter une telle percée. A l'opposé l'Irak, en s'éloignant de la tutelle russe, et directement intéressé à "donner une leçon" à l'Iran, se présente comme un recours extrêmement valable pour le bloc occidental, capable de prendre à son compte la concrétisation sur le terrain des avertissements cartériens.

En effet, quelle qu'en soit l'issue du point de vue des gains territoriaux de l'Irak, cette opération militaire ne peut que profiter en premier lieu aux Etats-Unis :

En ébranlant le pouvoir de Khomeiny, en donnant les moyens à l'armée iranienne de se reconstituer contre l'ennemi extérieur, en imposant que les pleins pouvoirs reviennent à Bani Sadr en tant que chef de l'armée, l'attaque irakienne vise à atteindre les objectifs pour-

SUITE PAGE 5

syndicats libres : une impasse

suite de la page 1

vriers réclamaient une augmentation de salaire "énorme", tout en sachant très bien que la Pologne était en plein marasme économique, ils opposaient consciemment LEURS intérêts à ceux de la "nation", c'est à dire à ceux du capital polonais.

Quand les ouvriers ont demandé la dissolution des anciens syndicats, c'était parce que "le rendement du travail" était la seule chose qui préoccupait ces institutions, et que "l'harmonisation" entre les intérêts des travailleurs et les "intérêts de l'entreprise" était faite sur le thème : " l'intérêt de l'entreprise et de la nation est le vôtre", donc "il n'y a pas de contradiction, mais une nécessité de faire plus d'efforts et de se priver plus."

C'est le même chemin qu'ont déjà pris les syndicats libres, en acceptant dans les accords de Gdansk un accroissement de la productivité "pour réparer le mal causé par la grève". Pendant que la discussion se centrait sur le syndicalisme "libre", le gouvernement en a profité pour instaurer de nouvelles restrictions sur la consommation de charbon, et une nouvelle réduction des dépenses publiques (écoles, santé, etc).

C'est le même chemin qu'ont pris ces nouveaux syndicats en acceptant de se soumettre à l'Etat et au parti. Quand les ouvriers ont demandé l'abolition des privilèges, quand ils se sont préparés à affronter la répression de l'Etat, ils allaient dans le sens d'une remise en question de l'ordre établi. Les syndicats libres, au nom du "réalisme" ont signé la soumission.

C'est la logique à laquelle est nécessairement ramené tout organe qui se propose de "concilier" des intérêts inconciliables : le "bien-être" ouvrier n'est pas en accord avec le bien-être d'une économie capitaliste, surtout lorsque celle-ci est en crise et doit en conséquence chercher la plus grande compétitivité, c'est à dire exploiter toujours plus les masses salariées. La base du capitalisme est un vol, le vol du travail de l'ouvrier pour les besoins d'une économie de profit au profit de quelques uns. Et quand la crise dicte de voler encore plus, il n'est pas question de voir si on peut arranger voleur et volé en même temps. C'est la méfiance qu'exprimait un des délégués lors de la discussion des statuts lorsqu'il disait : "les anciens syndicats se mêlaient eux aussi de production, on a vu ce que ça a donné." (cité par"Rouge").

Si les revendications économiques n'arrêtent pas l'aggravation des conditions de vie ouvrières, ce n'est pas une question de "mauvais syndicats" ou "d'erreurs de gestion", mais le fait d'une situation mondiale : c'est de plus en plus vite que les parties du monde qui ne connaissent pas encore un degré aigü de dégradation y courent , unissant le monde capitaliste entier, avec ses syndicats et ses gestionnaires, dans une même banqueroute.

"Le syndicat libre, c'est le contrôle des choix à tous les niveaux. Par exemple, le gouvernement a décidé d'en construire une autre (usine) à côté. C'est absurde, elle est inutile. Le Comité Central ne le sait peut-être pas, mais nous, les ouvriers, nous le voyons tous les jours." (Lech Walesa)

Dans l'illusion sur le syndicalisme libre, il n'y a pas qu'une question de forme d'organisation : il y a encore l'illusion d'une vie meilleure dans le système en place, un manque de vision de l'ampleur du néant vers lequel il court, l'idée qu'il suffit de supprimer les aberrations les plus criantes (et il n'en manque pas dans le capitalisme d'Etat polonais). Mais ce qui est dans la continuité du début de prise de conscience des ouvriers polonais, ce n'est pas une vision de gestionnaire. Les ouvriers ont commencé à comprendre qu'il n'y avait pas d'améliorations DURABLES, même à moyen terme du capitalisme, au contraire. Cela contredit la base même du syndicalisme soucieux de l'entreprise, de la patrie et de l'Etat. En posant la question de la force ouvrière dans ce contexte, ils ont posé une question POLITIQUE, un début de remise en question de l'Etat lui-même, du parti et de la patrie. Or c'est justement cela qu'ont refusé les "syndicats libres" qui se sont"engagés à ne pas faire de politique."


IL Y A DES ORGANES POUR SE BATTRE... ...ET DES STRUCTURES POUR CONCILIER L'INCONCILIABLE





QUAND LA CLASSE SE BAT, ELLE S'ORGANISE EN ASSEMBLEES GENERALES ET COMITES DE GREVE. LES SYNDICATS, LIBRES OU NON, SONT EN OPPOSITION A LA LUTTE, PAR LA FONCTION ET LES MOYENS QU'ILS SE DONNENT : UNE "HARMONISATION" ENTRE INTERETS OUVRIERS ET INTERETS DU CAPITAL, HARMONISATION IMPOSSIBLE QUI LES AMENE A DEFENDRE LES INTERETS DU PLUS FORT : L'ETAT.

LES MOYENS DU SYNDICAT LIBRE : PRIVER LE MOUVEMENT DE SA FORCE

"Le syndicat réalise ses buts (...) en collaborant avec les autorités et les organes d'administration de l'Etat dans le cadre défini par la loi."

(Projet de statuts, idem)

Ce que la classe ouvrière en Pologne a montré une fois de plus, c'est que l'Etat ne cède à la pression ouvrière que lorsqu'elle menace sa loi, son ordre. "Collaborer" avec l'Etat n'a pas de sens dans la réalité du rapport de forces qui doit se mener pour la défense des intérêts ouvriers. L'expérience l'a montré mille fois : l'Etat n'est pas tendre avec les ouvriers lorsque ceux-ci décident de "collaborer avec lui". Il ne relâche sa poigne de fer que sous la pression la plus violente et ferme des ouvriers. Il est prévu que le gouvernement dissoudra les syndicats si leurs "activités et leurs structures ne sont pas conformes à la loi." Une grève générale organisée centralement au niveau du pays pendant plusieurs semaines sera-t-elle jamais dans le cadre de la loi capitaliste?

Le ré-enfermement dans la légalité étatique que constituent les syndicats "indépendants" est la négation de la possibilité de pousser plus avant la lutte ouvrière.

Négocier avec l'Etat, sans la vigilance active d'ouvriers déterminés à se battre, ne peut forcément amener qu'à composer. La raison du plus fort est toujours la meilleure. Et les ouvriers ne sont jamais forts dans le cadre des lois inventées et défendues par et pour l'Etat, contre eux.

Dans ses structures mêmes, le syndicat autogéré va à l'encontre de tout ce qui a fait la force de la classe, son unité, son organisation.

-Le syndicat libre, comme tout syndicat, a pour base l'entreprise et la branche d'industrie, alors qu'une des forces du mouvement a été l'unité au delà des spécificités, des secteurs, des professions : c'est un même comité de grève qui unissait à l'échelle régionale métallos, ouvriers des chantiers, conducteurs de bus, etc, et non des fédérations par branches mettant au point leurs revendications communes. La lutte ETAIT commune, et l'organisation aussi. Le syndicalisme réintroduit le sectarisme, la lutte chacun pour soi dans une classe qui par ses grèves de masses avait largement dépassé ce cadre étroit.

-Une autre force du mouvement de cet été a été la volonté absolue des assemblées générales de contrôler les évènements : les négociations se menaient ouvertement, retransmises par haut parleur, et c'est l'AG qui y intervenait en retour.

Quand le comité de grève de Gdansk penchait pour la reprise du travail et que l'AG en a décidé autrement, elle a révoqué son comité de grève, sans délai. La révocabilité, avec le syndicat libre, va se trouver enfermée dans un cadre rigide, de rythmes d'élections. Déjà, à la fin des négociations, les hauts-parleurs "ne marchaient plus très bien" : il a fallu les protestations de l'AG pour qu'ils se remettent soudain à fonctionner et que la négociation qui atteignait des points critiques ne soit pas réglée"entre experts responsables et réalistes". Depuis, de plus en plus, les délégués reprennent l'image du permanent affairé qui n'a plus de "contact avec la base", et les discussions se déplacent de l'AG vers les bureaux tout neufs des nouveaux syndicats, pendant qu'à l'usine on cherche à faire que le travail reprenne à une cadence accrue, accaparant l'énergie et les préoccupations ouvrières.

UNE ILLUSION A DEPASSER

L'illusion sur laquelle s'est renforcé le syndicat libre, qui avant la grève se réduisait à une poignée de "dissidents", c'est celle de la possibilité de maintenir le rapport de forces par une organisation unitaire permanente en dehors d'une lutte acharnée de l'ensemble des ouvriers.

Malgré la volonté des ouvriers de garder le contrôle de tout ce qui prétend "les représenter", la structure syndicale, avec son corporatisme, sa tendance au "dialogue" avec l'Etat, contient en elle même la séparation entre une base et un sommet : entre d'une part une masse de plus en plus contrainte, pour survivre, de mettre en question les fondements mêmes de l'ordre existant, et d'autre part, une structure qui s'est donné pour fonction de "concilier" : en installant un syndicat, malgré leur volonté de rester en alerte, les ouvriers délèguent leur pouvoir à une "minorité agissante", à des "permanents" voués à la "défense des intérêts ouvriers" pendant que les autres travaillent.

Privé de la force que constitue la classe en action, tout organe de négociation ne peut que se soumettre aux diktats de l'Etat et être happé par lui : "Au 20ème siècle, seules la vigilance, la mobilisation ouvrière peuvent faire avancer les intérêts ouvriers. C'est une vérité amère et difficile que de réaliser que tout organe permanent sera inévitablement happé dans l'engrenage de l'Etat à l'Est comme à l'Ouest." (voir "Pologne 80, une brèche s'est ouverte", Revue Internationale n°23).

Il est possible que, malgré le service qu'elle lui rend, l'Etat polonais ne parvienne pas à digérer cette nouvelle structure syndicale : la bourgeoisie a une telle faiblesse à l'Est qu'elle tolère mal la moindre divergence dans la structure rigide qui lui permet de se maintenir. C'est d'ailleurs pour ça qu'elle tente de transformer ses anciens syndicats en nouveaux, noyautant les syndicats libres pour recréer une structure unique dont elle ait le contrôle absolu.

Mais fondamentalement, le syndicat libre est une expression de son intérêt profond et non de celui des ouvriers. Quand les anciennes structures syndicales ne parviennent plus à tromper les travailleurs, il faut bien en trouver d'autres pour pallier à ce vide. En Occident, on fait grand tapage autour du "syndicalisme de base" qui doit "redonner vie aux syndicats" : la fonction qu'ils remplissent est la même : transformer la conscience croissante chez les ouvriers de la necessité d'une lutte permanente en une soumission à des structures permanentes et institutionalisées.

Pour des ouvriers qui, comme à l'est, n'ont pas connu les syndicats "libres" à l'occidentale, le syndicalisme "libre" semble ouvrir un autre monde. Mais cet autre monde n'est pas celui de l'activité consciente des masses : il est celui des bureaucrates "libres" à la Séguy, Maire et Bergeron.

Ce qui rendra la tâche difficile aux dirigeants polonais, ce ne sont pas les syndicats libres, même s'ils ne correspondent pas à ses possibilités, mais la pression ouvrière, si elle continue à se maintenir, et ce que seront ses prochaines réactions à la réalité inévitable du capital : la continuation des restrictions, que le syndicat autogéré n'empêchera pas, reposera la question à une classe qui a appris à réfléchir : OU EST LA FORCE DES OUVRIERS?

D.N.

POLOGNE

UN PAS EN AVANT POUR LE PROLETARIAT MONDIAL

Innombrables sont les luttes ouvrières qui, ces dernières années, malgré leur élan initial, se sont trouvées impuissantes à faire céder l'Etat capitaliste. Que l'on prenne les exemples des luttes pourtant très combatives de Longwy-Denain, celles de la sidérurgie en Grande-Bretagne qui ont mobilisé pendant plusieurs mois des centaines de milliers d'ouvriers ou celle du port de Rotterdam qui s'était pourtant dotée d'un comité de grève non-syndical, et beaucoup d'autres encore, les luttes ont été victimes soit d'un manque d'unité entre les différents secteurs de la classe, soit de l'isolement, soit de l'absence d'une auto-organisation des travailleurs, soit de plusieurs de ces facteurs.

Les défaites subies en ces différentes occasions montraient de façon négative combien ces carences sont fatales pour le combat de la classe.

Aujourd'hui, c'est de façon positive que l'expérience des ouvriers de Pologne vient confirmer quelle force la classe peut avoir -même si sa victoire contre l'Etat capitaliste ne peut être qu'éphémère tant qu'elle ne l'aura pas renversé- lorsqu'elle se dote de ces trois éléments essentiels de sa lutte: l'unité, l'auto-organisation et l'extension massive du mouvement.

L'UNITE, c'est l'extension de la lutte

●Les divisions en catégories professionnelles, en régions, par usines, ayant soi- disant leurs "problèmes propres",les ouvriers polonais les ont déjouées. En effet, la grève s'est étendue géographiquement, et non par branches d'industrie :

-1er juillet : grève à l'usine de tracteurs d'Ursus, contre la hausse des prix. En moins de 24 heures, le mouvement fait tâche d'huile à Tczew, près de Gdansk, et entraîne les 10 000 ouvriers de WSK Mielec et WSK Swidnik, deux usines d'aviation et de matériel de communication. C'est alors la grève du département K1 du chantier naval de Gdansk, suivie, à plusieurs centaines de km de là, près de Varsovie, de la grève des sidérurgistes de Nowa-Warszawa.

-à partir du 8 juillet, les grèves s'étendent à tout le pays, à Elblag (sur la Baltique) à Poznan, à Zeran (le "Billancourt" polonais), à Varsovie même, à Zyrardow.

A partir du 9 juillet, pendant une semaine, les cheminots de Lublin entrent en scène : leur lutte déclenche une grève générale de toute la ville.

-du 14 août au début septembre, c'est enfin quasiment toute la Pologne qui est en grève : l'ensemble de la côte Balte (Gdansk, Szczecin, Elblag), la Silésie, la Posnanie, la région de Cracovie, les régions frontalières. Les comités de grèves inter-entreprises qui se créent (MKS) ne sont pas "professionnels" : ils englobent tous les ouvriers en lutte, quels que soient leur métier ou leur qualification.

Le manque de solidarité qui souvent brise la lutte et sur lequel compte la bourgeoisie, les ouvriers polonais l'ont rejeté.

Le ciment de l'unité, cette volonté unique de toute une classe, c'est la solidarité : les usines qui, comme à Ursus,Elblag, Poznan avaient repris le travail, une fois les augmentations de salaires accordées, se sont sans hésiter remises en grève, lorsque la région de Gdansk est entrée en lutte le 14 août.A Gdynia, les ouvriers, malgré l'obtention de TOUTES leurs revendications, ont refusé de reprendre le travail, parce que"c'est tous ensemble qu'il faut gagner" et ont même été convaincre les chantiers de Gdansk de ne pas reprendre. La prétendue "aristocratie ouvrière" des mineurs de Silésie, mieux payée pourtant que la moyenne des ouvriers, par solidarité elle aussi, a rejoint le mouvement, fin août. Et c'est justement cet événement qui a contraint l'Etat à céder rapidement, alors qu'il avait tergiversé pendant des semaines.

La diversité des conditions d'exploitation, qui entraîne souvent des revendications économiques éparses, spécifiques, les ouvriers polonais l'ont dépassée.

Les ouvriers ont vite compris qu'il fallait opposer contre la division, l'unité des revendications. C'est pourquoi les revendications économiques sont rapidement devenues politiques, avec les 21 points du MKS de Gdansk, le 16 août.

L'unité du mouvement, c'est sa politisation, contrairement aux affirmations de tous les Walesa, qui demandent qu'on ne fasse "pas de politique". Exiger que l'Etat mette fin au blocus du téléphone, que les médias retransmettent les revendications ouvrières, que l'Etat reconnaisse le droit de grève et d'organisation pour tous les ouvriers, c'est "faire de la politique".

Ainsi,à l'anarchie apparente des revendications locales, par usine, s'est substituée la simplicité des revendications tant économiques que politiques touchant toute la classe ouvrière : toute une classe s'est dressée contre l'ensemble de la classe capitaliste concentrée dans l'Etat.

L'AUTO-ORGANISATION: spontanéité et conscience

L'hésitation à prendre en main sa propre lutte, en la confiant à des professionnels de la négociation autour du tapis vert, entre "gens bien", le prolétariat polonais - au début du moins- l'a très résolument balayée. Le remède radical à cette hésitation, c'est la volonté d'auto-organisation.

La tendance vers l'unité est un effort à la fois spontané et conscient qui se parachève dans l'auto-organisation. Face à l'Etat totalitaire, à tout son arsenal de répression, la spontanéité et la rapidité de la réaction ouvrière sont une question de vie ou de mort pour l'issue du mouvement de grèves. En quelques jours, parfois en quelques heures, les ouvriers polonais ont été capables de réagir comme un seul homme.

En affirmant dès le début : "NOUS SOMMES TOUS NOS REPRESENTANTS", ou bien "NOUS N'AVONS CONFIANCE QU'EN NOUS-MEMES", les ouvriers ont manifesté une conscience de classe aiguë . C'est pourquoi ils ont été capables de se doter d'organisations propres :

-les ASSEMBLEES GENERALES rassemblant plusieurs milliers d'ouvriers pour être capables d'une réflexion collective, et donc consciente, des buts et des moyens de la grève.

-les COMITES DE GREVE, organes exécutifs des assemblées, ELUS ET REVOCABLES, responsables devant elles. La publicité des débats et des décisions prises par les comités MKS étaient la condition de cette responsabilité et du contrôle par la "base":

"Les délégués faisaient la navette entre le chantier Lénine et leur entreprise, rendaient compte du déroulement de la grève et des négociations. Ils pouvaient être révoqués à tout moment. L'usage des magnétophones à cassettes s'est généralisé. Ainsi dans chaque boîte , tous les travailleurs pouvaient suivre le déroulement des travaux du MKS et des négociations enregistrées." ("Imprécor", n°84).

La rédaction d'un quotidien de la grève ("Solidarité"), le va-et-vient incessant des délégués mandatés par les assemblées, venant souvent de très loin (comme ces mineurs silésiens envoyés à Gdansk) donnent une idée d'une vraie lutte ouvrière, lorsqu'elle jaillit de masses prolétariennes organisées et militantes.

Tous ces faits montrent admirablement les réserves infinies de créativité spontanée, lorsque c'est toute une classe qui lutte. Cette spontanéité, cette maturité, cette conscience sont le plus puissant démenti aux affirmations arrogantes de ceux qui prétendent que par elle-même, la classe ouvrière est incapable de s'organiser, ou est spontanément "trade-unioniste". Que tous les stratèges en chambre, " "chefs d'Etat-majors" auto-proclamés de la classe, regardent bien la lutte de classe en Pologne. Qu'y a-t-il de plus organisé, de plus discipliné que ces milliers de prolétaires qui mettent en place des piquets de grève? Est-ce l'"anarchie", anathème lancé par tous ces fins "stratèges", lorsque le comité ouvrier élu met en place dans le plus grand ordre, service de ravitaillement et milice ouvrière, pour empêcher toute provocation de l'Etat?

LA GREVE DE MASSE

Pour parvenir à cette unité et à cette conscience, la lutte de classes ne suit pas une voie droite, tracée d'avance. La généralisation de la grève, après plusieurs semaines, se fait par des avancées et des reculs momentanés de la grève : débrayages, reprise du travail, grève générale locale, reprise du travail, puis de nouveau le mouvement bondit en avant, plus puissant, en se généralisant région par région, pour tendre à devenir national. La grève de masse en Pologne est "un océan de phénomènes éternellement nouveaux et fluctuants", où "tantôt elle se divise en un réseau infini de minces ruisseaux ; tantôt elle jaillit du sol comme une source vive, tantôt elle se perd dans la terre". Ces phrases de R. Luxembourg sur la grève de masse en 1905 en Russie et en Pologne peuvent s'appliquer à la Pologne de 1980.

Malgré ses méandres, ses fluctuations en apparence "capricieuses", la grève de masse est le contraire du modèle de la grève générale préconisé par les anarchistes au début du siècle et aujourd'hui encore. La grève de masse n'est pas la grève des bras croisés,où chacun rentre chez soi en attendant que "ça se passe". Elle ne fait pas suite au décret de quelque état-major qui manipulerait savamment les pions sur l'échiquier de la lutte de classes. Elle n'est pas un simple phénomène quantitatif, où tout le monde miraculeusement, au même moment, fait grève, mais un phénomène profondément qualitatif. Elle est la dynamique d'un mouvement qui se cherche et se trouve finalement sans schéma préétabli. Elle ne peut être statique, puisqu'elle incorpore des forces toujours nouvelles. Elle ne se décrète pas, mais se réalise progressivement, se calquant sur la lente mais sûre explosion de la conscience de classe.

Rien ne serait plus absurde que de voir dans le phénomène de la grève de masse que le simple mot "grève". La participation au MKS d'usines qui n'étaient pas en grève, la reprise du travail dans des usines vitales pour la bonne marche de tout le mouvement, s'inscrivent en faux contre tout schématisme. Dans la grève de masse, la volonté de tous -toute la classe- prédomine sur celle de quelques-uns :

"Le MKS avait en outre toute prérogative pour conduire la grève. (Il)...décidait si certaines entreprises devraient continuer à travailler pour assurer les besoins des grévistes. Ainsi la raffinerie produisait au ralenti l'essence nécessaire aux transports, des bus et des trains circulaient ; l'industrie alimentaire dépassait les plus hautes normes fixées par les bureaucrates auparavant, pour assurer l'approvisionnement de la population."
(Imprécor -idem)

En fait, la grève de masse, c'est l'autorégulation d'un mouvement qui, dans sa diversité tend à battre au même rythme. Derrière l'anarchie apparente des revendications, des modes d'action (occupations d'usines, débrayages) la grève de masse tend vers une unité consciente : l'auto-organisation.

Les grèves de masse de juillet et août en Pologne, sont une magnifique leçon de choses pour le prolétariat de tous les pays, à l'Est comme à l'Ouest. Elles sont une véritable réponse à toute une série de questions que confusément se posent les ouvriers, de Longwy-Denain à la Grande-Bretagne, du Brésil aux USA : comment éviter l'amertume de la défaite, et marcher de façon assurée sur une route qui mène vers la victoire ?

Malgré ses faiblesses (cf.l'article sur les syndicats libres dans ce numéro), malgré la reprise du travail, malgré toutes les manoeuvres de la bourgeoisie, malgré toutes les menaces lancées par l'URSS, les ouvriers polonais ne sont pas isolés. Leur lutte contribuera, même si cela n'est pas immédiatement perceptible, à agrandir la brèche creusée par la crise du bloc russe. La référence aux luttes de Pologne que faisaient il y a peu les ouvriers de Fiat menacés par les licenciements montre que la leçon donnée par les ouvriers polonais ne sera pas perdue, à l'Ouest non plus.

Le prolétariat polonais a posé des questions qui ne peuvent être résolues qu'à l'échelle internationale ; il a donné des réponses encore partielles qui ne pourront être assimilées et pleinement enrichies qu'à l'échelle mondiale.

Chardin

IRAK-IRAN

SUITE DE LA PAGE 3

suivis par les USA depuis plus d'un an : le redressement de la situation politique, sociale et militaire en Iran. Un tel objectif trouve un réel soutien au sein de la bourgeoisie iranienne. De son côté, C.Baktiar déclare sur France-Inter :"je meréjouis de tout ce qui peut faire chuter le pouvoir de Khomeiny...même au prix d'une intervention militaire irakienne". De plus les opérations militaires ont d'ores et déjà fourni aux fractions de l'armée les plus en butte avec le régime religieux l'occasion de reprendre du poil de la bête, ainsi qu'à Bani Sadr. Celui-ci, en mettant en évidence l'état d'extrême faiblesse de l'armée iranienne, accuse implicitement les secteurs responsables de cette déroute, notamment les intégristes.

Par ailleurs, l'"initiative irakienne", en venant sceller l'intégration de ce pays dans le bloc US, n'a pas réellement éclaté comme un coup de tonnerre dans un ciel d'azur. Elle a d'une part été préparée par des accords avec l'Arabie Saoudite -de tous les pays arabes, celui qui affiche le plus ouvertement sa servilité aux intérêts du bloc américain- , et ce n'est sans doute pas non plus par hasard que Giscard d'Estaing, poursuivant dans la région ses missions diplomatiques et militaires opérées en Afrique, faisait au mois de juin dernier le tour de la région : Koweit, Jordanie, Arabie Saoudite, Emirats, autant de pays qui, parmi les premiers, ont apporté leur soutien à l'intervention irakienne. Quant à la "neutralité" qui semble de mise dans la plupart des grands pays occidentaux sur la question, c'est bien une façon détournée d'appuyer tacitement ce qui n'est rien d'autre qu'une agression irakienne en Iran.

Globalement, toute cette opération s'inscrit dans une orientation plus générale de l'ensemble du bloc occidental : celle de stabiliser l'ensemble de la région face au bloc russe -et le coup d'Etat militaire en Turquie n'en est qu'une autre expression-, dans ce cadre, l'Irak saisit ici l'occasion de poser sa candidature à la succession de l'Iran au poste de gendarme du golfe.

Si la guerre irako-iranienne est bien autre chose qu'un simple conflit local, elle reste cependant bien circonscrite à l'intérieur du bloc américain. Que l'Irak ait la bénédiction des USA ne signifie pas que l'Iran soit le champion du bloc russe. Pour l'Iran, avec les difficultés énormes rencontrées à la suite de sa rupture avec les USA, le choix devient clair : ou il devient un satellite de son grand voisin, et c'est alors le sort de l'Afghanistan qui l'attend, ou bien il renonce à ses velléités anti-américaines. Telle est la dure réalité, l'impossibilité d'une quelconque indépendance nationale, que sont venus lui rappeler les tanks irakiens, mettant à bas le mythe de la "révolution islamique anti-impérialiste" cher aux gauchistes. Quant aux rivalités "séculaires" entre l'Irak et l'Iran, ou encore les fameuses "menaces sur les approvisionnements pétroliers", il s'agit de données réelles, mais qui sont parfaitement calculées par l'impérialisme, quand ce qui est en jeu ce sont les préparatifs à plus grande échelle de l'affrontement généralisé entre les blocs.

J.U.

RESOLUTION SUR LA SITUATION EN FRANCE

1. Comme cela a déjà été noté au cours de l'histoire, la situation actuelle en France exprime de façon très nette et typique un nombre important de grandes tendances de la société mondiale. Cela se manifeste aujourd'hui tant sur le plan de la situation économique, que de la vie politique de la bourgeoisie et que de la lutte de classe.

2. Sur le plan économique, cette caractéristique d'exemplarité s'est exprimée par la situation médiane du capital français :

- qui n'a pas réussi, face à la crise, d'aussi bonnes performances que les "bons élèves" de la classe (bourgeoise): l'Allemagne et le Japon ;
- qui a été cependant moins atteint que les capitaux anglais, espagnol ou même américain, notamment en ce qui concerne le taux d'inflation, le chômage, les déficits budgétaires, les balances commerciales et la stabilité monétaire.

Les potions administrées énergiquement par le professeur Barre, et en particulier dans le domaine de la modernisation de l'appareil productif et de l'amélioration de la trésorerie des entreprises viables, ont redonné au capitalisme français un dynamisme qui l'a placé en 79 au 3ème rang des exportateurs mondiaux.

3. Cependant, ces résultats relativement consolants pour le capital français et qui lui permettent de bénéficier d'un certain sursis par rapport à la récession qui se développe actuellement, ne peuvent masquer le fait que, à l'image de tous les autres, ce capital ne saurait échapper longtemps à l'aggravation de la crise mondiale. D'ores et déjà, cette aggravation s'est traduite pour l'économie française par l'apparition d'un déficit commercial très important qui se monte à 1,5 milliards de dollars en 1979 et s'élèvera à 4,7 en 1980.

L'aggravation de l'exploitation qui s'est déjà abattue sur la classe ouvrière ces dernières années, notamment en 1979 où les chiffres officiels eux-mêmes rendent compte d'une baisse de son niveau de vie, est donc appelée à s'intensifier dans la période qui vient, notamment avec une nouvelle augmentation du chômage et des cadences de travail.

4. L'impact de l'aggravation de la crise sur le plan des tensions inter-impérialistes se manifeste également de façon très nette en France et ceci dans les différents domaines où il s'exprime à l'échelle internationale :

- le développement des armements : augmentation du budget militaire et fabrication de nouvelles armes (bombe à neutrons, missiles à support mobile);
- la discipline des blocs : l'apparente "indépendance" de la politique étrangère est typique de la façon "souple" dont le bloc américain est en mesure d'assurer sa cohésion (contrairement à la discipline rigide et militaire du bloc russe) et qui lui permet une plus grande efficacité sur le plan international par un partage des tâches (actions diplomatiques et militaires de la France en Afrique et au Moyen-Orient qui se situent dans ce cadre, même s'il s'agit aussi pour la France de défendre ses intérêts propres) ;
- la création d'une psychose de guerre (dont Giscard a été un des grands promoteurs) destinée à faire accepter un surcroît d'austérité et notamment celui lié à l'effort d'armements, mais surtout à préparer l'ensemble de la société aux sacrifices suprêmes de la guerre impérialiste.

5. De même que la contre-offensive bourgeoise des années 70, basée sur "l'alternative de gauche", avait connu en France avec le "Programme Commun", une de ses formes les plus typiques, l'orientation présente de la bourgeoisie occidentale s'exprime dans ce pays de façon particulièrement nette. Dès avant les élections de 1978, une partie des secteurs de gauche de la bourgeoisie, ceux ayant l'impact le plus grand dans la classe ouvrière (PC et CGT), ont amorcé leur reconversion en forces d'opposition et une radicalisation de leur langage face à un épuisement de la carte du "gouvernement de gauche" et la reprise de la combativité ouvrière qui en résultait. Après les élections, cette tendance à la radicalisation du langage de la gauche, son installation dans l'opposition, s'est étendue au parti socialiste qui s'est donné une direction plus "à gauche" (éviction de Rocard-Mauroy, intégration de Chevènement).

6. Les caractéristiques du renouvellement par la bourgeoisie de son arsenal anti-ouvrier face au mouvement général de reprise prolétarienne (qui s'est exprimé notamment aux U.S.A. dès 1977 et par la suite en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas, au Brésil, etc.), se manifestent actuellement en France de façon très nette.

D'une part, cette carte de la "gauche dans l'opposition" ne doit pas être comprise comme un renforcement de la bourgeoisie mais bien comme un moyen de pallier à des faiblesses croissantes résultant de la détérioration de l'infrastructure économique de la société. La nouvelle orientation de la vie politique française ne se fait pas sans aggravation des contradictions internes au sein de l'appareil politique. En particulier, en ne permettant pas la mise en œuvre de la carte de "centre-gauche" à laquelle aspirent des forces non négligeables de la bourgeoisie (notamment le secteur "centriste"), elle crée des difficultés tant dans le secteur gouvernemental qui ne peut s'appuyer que sur des forces qui restent divisées, qu'au sein du parti Socialiste tiraillé entre l'orientation favorable à une accession au gouvernement (Rocard, Mauroy) et l'orientation dominante de maintien dans l'opposition.

D'autre part, l'exemple de la situation en France illustre très bien les moyens et l'efficacité de cette carte de "la gauche dans l'opposition". Parmi ces moyens, il est nécessaire de souligner :

- l'utilisation intensive des syndicats (y compris sous forme de "syndicalisme de base" cher aux gauchistes, de sections syndicales ou d'unions locales particulièrement "combatives") dont une des formes d'action préférées devient la surenchère verbale, la multiplication des journées d'action destinées à défouler le mécontentement ouvrier, à émietter la combativité, à utiliser celle-ci en vue d'une politique capitaliste (mystifications nationaliste, électoraliste, populiste, etc.), à fatiguer les travailleurs pour tenter finalement de les écoeurer et de les démoraliser ;

- l'exploitation des divisions réelles existant au sein de la gauche (PC et PS, CGT et CFDT) pour augmenter le désarroi des travailleurs, divisions qui peuvent être mises momentanément sous le manteau quand cela s'avère utile pour renforcer l'encadrement ;

- la sécrétion du poison pacifiste destiné à minimiser l'aggravation des tensions inter-impérialistes : la dénonciation du fait -réel- que Giscard utilise l'inquiétude face à la guerre pour faire accepter un surcroît d'austérité, parce qu'elle n'est qu'une vérité partielle, participe en réalité de toute une politique destinée à masquer à la classe ouvrière l'enjeu véritable de ses luttes.

L'efficacité de la carte de "la gauche dans l'opposition" s'est également manifestée avec beaucoup de clarté . C'est lorsque cette carte n'était pas encore jouée à fond en 78 et début 79 que la classe ouvrière a mené en France ses luttes les plus déterminées et débordant le plus le cadre syndical, notamment dans la sidérurgie. Par contre, la radicalisation de la gauche au printemps 79 (qui traduit bien la capacité et la volonté d'adaptation de ce secteur politique) est l'élément déterminant qui permet d'expliquer la reprise en main syndicale, et dont la grève d'Alsthom à l'automne 79, est une des premières étapes.

Ainsi, s'il est nécessaire de savoir que la carte de la "gauche dans l'opposition" n'est pas le signe d'une amélioration d'ensemble de la situation de la bourgeoisie, il est indispensable d'être conscient tant de la capacité d'adaptation de ces forces politiques que de l'impact que leurs manoeuvres peuvent avoir sur la combativité et la conscience de la classe ouvrière.

7. L'aggravation considérable des conditions de vie de la classe ouvrière qui s'annonce, l'épuisement de toute une série de mystifications basées sur l'idée qu'on pouvait "sortir du tunnel" de la crise, créent les conditions de surgissements importants de la lutte de classe en France comme dans l'ensemble des autres pays. De tels surgissements devront surmonter l'obstacle de la radicalisation de la gauche, de toutes les tentatives de celle-ci de s'opposer à l'autonomie de la classe et à la généralisation des luttes, de séparer deux composantes indissociables du combat de classe. Il revient aux révolutionnaires de participer activement à cette reprise des combats en dénonçant de façon efficace et non schématique, de l'intérieur de la lutte, même si elle est lancée par les syndicats, les multiples et multiformes manoeuvres de ces organismes, de relier les revendications mises en avant par les travailleurs aux enjeux généraux de leur classe et notamment au problème de la guerre, de se tenir prêt à des explosions soudaines et massives du mécontentement ouvrier, puisque c'est de cette façon que s'exprime, dans la période présente, le surgissement de la classe, la généralisation de ses luttes.

RESOLUTION SUR LE REGROUPEMENT

● L'ouverture depuis 1968 d'un cours historique aux affrontements de classe généralisés, la remontée des luttes, la gravité de la situation actuelle, de par l'approfondissement des tensions inter-impérialistes, nécessitent plus que jamais le regroupement des maigres forces révolutionnaires afin d'oeuvrer de concert pour assumer les tâches immenses qui d'ores et déjà leur incombent.

L'échec et le sabotage des conférences internationales, comme ce fut le cas lors de la troisième conférence des groupes de la gauche communiste, n'entament nullement notre conviction dans la nécessité de celles-ci. Cette situation montre que le sectarisme prévaut encore largement dans le milieu révolutionnaire et a été plus fort que la pression de la lutte de classe. C'est la démonstration du manque de maturité de l'ensemble du milieu révolutionnaire, immaturité qui est le reflet du développement encore faible de la lutte de classe elle-même et le produit de la coupure organique entre les groupes d'aujourd'hui et les fractions du passé.

Au vu de la période actuelle, compte-tenu de l'importance des groupes participants, de la teneur des contributions et des discussions, de l'énergie déployée au niveau international et du rôle attractif qu'elles constituaient pour l'ensemble du milieu révolutionnaire, il faut reconnaître l'échec et le préjudice réel que représente ce sabotage, échec et préjudice qui accentueront d'autant plus le retard présent des révolutionnaires par rapport aux exigences de la lutte de classe.

Nous devons également regretter et condamner la part d'irresponsabilité qu'ont eue certaines organisations participantes ; irresponsabilité qui va de la dénonciation pure et simples des conférences comme "entreprises mystificatrices" (GCI), jusqu'à la volonté de constituer un parti par l'élimination pure et simple des groupes en désaccord... Toutes ces propositions démontrent l'incompréhension même du processus de regroupement des révolutionnaires. En ce qui nous concerne, nous restons fermement convaincus de l'utilité de mettre en place un cadre de discussions au niveau international dont les deux seuls objectifs réalistes dans la période actuelle sont la clarification des positions et analyses entre groupes révolutionnaires et la constitution d'un pôle de discussions et de regroupement.

Si, avec la rupture de ce cycle de conférences, il faut constater l'état de dispersion dans lequel se retrouve le mouvement révolutionnaire, pour notre part, il faut en nuancer le bilan : les conférences ont pu dégager certains points positifs :

a) elles ont permis au Nucleo Communista Internazionalista de se dégager des aberrations du PCI (Programma Comunista) sur la question du regroupement et d'apporter une contribution très positive à la discussion entre révolutionnaires.

b) elles ont été un catalyseur dans l'évolution de certains groupes (Travailleurs Immigrés en Lutte, Il Léninista). Même Battaglia Comunista et la Communist Workers Organisation ont été contraints d'évoluer et de préciser leurs positions.

c) elles ont permis que se dégagent les meilleurs éléments révolutionnaires du bourbier constitué par le milieu politique scandinave.

d) elles ont permis la polarisation d'un milieu révolutionnaire au niveau international et ont forcé la clarification et la démarcation par rapport au problème de la discussion entre révolutionnaires (PCI, Spartacusbond, PIC)

e) elles ont été et seront un point de référence pour le travail de l'ensemble des courants révolutionnaires.

Tout cela doit nous faire comprendre que, malgré les échecs, nous ne devons pas tomber dans le découragement, qu'il faut réagir avec énergie pour poursuivre la dynamique de discussion au niveau international.

Dans cette perspective, le Congrès de la section du CCI en France appelle l'ensemble de la section territoriale à redoubler d'efforts dans le suivi et la discussion avec le milieu politique.

Nous ne devons pas sous-estimer notre capacité à influencer l'évolution de ce milieu en France malgré sa confusion présente. Tel est le souci de cette résolution.

Réunions publiques et publications du C.C.I.

AIX EN PROVENCE

Permanence : le 15 octobre de 18 h à 19 h Café "La Madeleine" , place des Prêcheurs.

BORDEAUX

Réunion publique : le 25 octobre à 17 h, Café Victor Hugo, 52, Cours Victor Hugo sur le thème: "Face au chômage, seule perspective de lutte: unité des actifs et inactifs".
Permanence : le 7 novembre , de 19 h à 20 h, même adresse.

CLERMONT-FERRAND

Permanence : le deuxième samedi de chaque mois à 14 heures, Bar Galaxie, rue Fontgiève.
Contact avec les diffuseurs : au marché St Pierre, de 11 h à 12 h les mêmes jours.

GRENOBLE

Réunion publique : le vendredi 24 octobre à 20 H 30, 6, rue Hector Berlioz, sur le thème : "Leçons des luttes ouvrières en Pologne capitaliste."

LILLE

Réunion publique: le samedi 25 octobre, à 14h30, 23 rue Gosselet, sur le thème: "Les enseignements de la révolution r russe."
Vente au marché de Wazemmes, le dimanche 12 octobre, de 10h30 à 12h.

LYON

Réunion publique: le 17 octobre à 20h30, 3, rue Diderot, Lyon 1er, sur le thème : "Guerre ou révolution ?".
Permanence : le 22 octobre, à 18 h, m même adresse.

MARSEILLE

Réunion publique: le 24 octobre, à 21h, salle de la Fraternité, 7,Bd Burel, sur le thème: "Syndicalisme ou grève de masse : quelle lutte aujourd'hui ?".
Permanence le 10 octobre, de 18h à 19h, au Bar "Les Danaïdes" (square Stalingrad).

NANTES

Réunion publique : le 18 octobre à 17 h au centre social des Bourderies - Nantes-Chantenay, sur le thème : "Unis ou désunis, gauche et syndicats contre la classe ouvrière".
Permanence : le quatrième mercredi du mois, à 20 h 30 au café de l'Hotel de Ville.

Contact avec les diffuseurs : au marché Talensac, le deuxième samedi du mois de 10h30 à 11h30.

PARIS

ATTENTION ! LES REUNIONS PUBLIQUES ET LES PERMANENCES SE TIENNENT DORENAVANT LES VENDREDIS SOIRS ET NON PLUS LES SAMEDIS.

Réunion publique : le vendredi 10 octobre à 20h30, au 27 avenue de Choisy Paris 13ème, salle verte, 1er étage, sur le thème: "Syndicalisme ou grève de masse, quelle lutte aujourd'hui ? "
Permanences : tous les vendredis soirs, sauf celui de la réunion publique, à 20 h , même adresse, salle orange.

ROUEN

Permanence: le 17 octobre, à la Halle-au-Toiles.

SAINT-ETIENNE

Réunion publique : le samedi 18 octobre, à 17 h, au Foyer Populaire de Vilbenoîte, 17, rue des Teinturiers, sur le thème: "Leçons des luttes ouvrières en Pologne capitaliste."

ST.NAZAIRE

Vente au marché, le deuxième dimanche du mois, de 10 h30 à 11h30.

TOULOUSE

Réunion publique, le vendredi 24 octobre, à 21 h , au Bar Le Colbert, avenue St Exupéry, Pont des Demoiselles, sur le thème : "Oui à l'organisation autonome du prolétariat! Non au syndicalisme ! "
Permanences: Tous les vendredis à 18h30, même adresse.
Vente aux marchés : aux légumes, sur le boulevard de Strasbourg, près de la place Jeanne d'Arc, les deuxièmes et quatrièmes dimanches de chaque mois, et au marché aux puces (St Sernin) le deuxième dimanche du mois, de 10h30 à 13h.

TOURS

Réunion publique; le 11 octobre au Centre paroissial St Paul, à 17 h, sur le thème : "Leçons des luttes ouvrières en Pologne capitaliste."

VALENCIENNES

Vente au marché du Centre, le samedi 18 octobre, de 10h30 à 12h.

Accion Proletaria

Ecrire à l'adresse comme suit :
(sans autre mention)
APARTADO DE CORREOS 19-18
Valencia (Espagne)

Internacionalismo

Apartado pastal 20674
San Martin
Caracas 102
(Vénézuéla)

Internationalism

PO Box 961
Manhattan Station
365,West 125 St;
New York, N.Y. 10027 (USA)

Internationalisme

BP 13
Bruxelles 31
1060 Bruxelles

Internationell Revolution

Ecrire à l'adresse comme suit :
IR
BOX 21 106, 10031 Stockholm-Suède.

Rivoluzione Internazionale

CP 469
80100 Napoli (Italie)

Wereld Revolutie

Postbus 11 549
1001 GM AMSTERDAM

Weltrevolution

Ecrire à l'adresse comme suit sans autre mention :
Postfach 410308
5000 Köln 41

World Revolution

Ecrire à l'adresse comme suit :
BM Box 869
London WC IV 6 XX

Révolution Internationale

Nouvelle adresse postale :
Indiquer impérativement :
RI
BP 581
75 027 Paris Cedex 01

Abonnements couplés
12 numéros du journal et
4 numéros de la Revue Internationale

France	Etranger	Par avion
60 F	80 F	100 F

Abonnements simples

France	Etranger	Par avion
40 F	50 F	70 F

Abonnements et versements à :
R.I. CCP 2023302 X Paris.

Collections de R.I.
Des collections du journal "Révolution Internationale" sont disponibles :
Du n°22 au n°46 : 30 F

Directeur de Publication : D.Van Celst
N° de Commission Paritaire : 54 267

Diffusé par les N.M.P.P.

Imprimerie G. Tautin, 4, passage Dieu Paris 20ème.

REVUE INTERNATIONALE N°23

- GREVES DE MASSES EN POLOGNE 80: Une nouvelle brèche s'est ouverte.
- LA CRISE DANS LES PAYS DE L'EST.
- LUTTE DE CLASSES INTERNATIONALE.
- LA LUTTE DU PROLETARIAT DANS LA PERIODE DE DECADENCE.
- LE PARTI DEFIGURE: La conception bordiguiste.

LES TROUS DE MEMOIRE DU P.C.I.

●A la suite des récentes grèves de Pologne, notre courant a organisé toute une série de réunions publiques consacrées à cet événement très important. En cette occasion, un grand nombre de questions ont été soulevées et discutées sur les moyens, la force, la signification de ce mouvement pour l'ensemble de la classe ouvrière mondiale. Notre organisation a notamment insisté sur le fait que les grèves de Pologne viennent confirmer de façon magistrale le ressurgissement, depuis la fin des années 60, du prolétariat mondial qui refuse de rester passif face à l'attaque de ses conditions d'existence. Nous avons mis en évidence que la classe ouvrière y avait montré toute sa force en luttant sur son propre terrain, en avançant ses propres revendications, en s'organisant par et pour elle-même, réussissant par ce fait à imposer un rapport de forces en sa faveur qui a réussi à paralyser temporairement le bras armé de la bourgeoisie. Pour nous, les grèves en Pologne sont une nouvelle illustration du fait que le cours historique actuel n'est pas à la guerre impérialiste, mais à l'affrontement de classes, contrairement à ce qu'ont pu affirmer certains de nos détracteurs qui se plaisaient à souligner uniquement les faiblesses -inévitables- de ce mouvement.

A Rouen, nous avons affronté le scepticisme de camarades du PCI (Programme Communiste) pour qui le trait marquant des luttes en Pologne est leur nationalisme.

A Paris, le PCI n'est pas intervenu à notre réunion publique dans la mesure peut-être où il tenait sa propre R.P. le même jour, au même endroit et sur le même sujet (ce qui illustre une fois de plus l'éparpillement et le manque de coordination lamentable qui affecte aujourd'hui les révolutionnaires). Pour notre part, nous sommes intervenus à cette R.P. où nous avons pu entendre un autre son de cloche sur l'analyse des événements de Pologne, mettant beaucoup plus en avant la force du mouvement. Loin de nous, l'idée de critiquer le fait que tous les membres du PCI n'aient pas une analyse identique : nous avons toujours affirmé que l'existence de désaccords est une chose parfaitement normale au sein d'une organisation communiste. Mais ce qui est comique et ridicule, c'est la prétention affichée par les bordiguistes d'être une organisation "monolithique", alors qu'il démontre constamment le contraire. Là par contre où il y a eu accord entre les camarades du PCI de Rouen et ceux de Paris, c'est pour affirmer que dans certaines circonstances "les luttes de classes peuvent accélérer le processus de déclenchement de la guerre impérialiste". Pressés par nous de donner des exemples d'une telle situation, l'orateur parisien du PCI a affirmé avec beaucoup d'aplomb que de tels exemples ne manquaient pas... mais qu'ils ne lui venaient pas à l'esprit !

Moins sujets aux trous de mémoire, les camarades du PCI de Rouen nous ont cité les exemples de 1914 et ... 1953 (le soulèvement des ouvriers d'Allemagne de l'Est).

La situation de 1953 n'illustre rien du tout, car :

1- à cette date, il n'y a pas eu déclenchement d'un conflit généralisé (mais peut-être s'agit-il d'un autre trou de mémoire).

2- la lutte des ouvriers allemands se situait dans un contexte général de défaite profonde de la classe.

Quant à l'exemple de 1914, il n'est pas non plus valable à moins que le PCI considère que l'encadrement des ouvriers par les partis Sociaux-démocrates qui s'apprêtaient à trahir après avoir distillé pendant des années le poison réformiste et chauvin ait constitué pour la classe une force plus grande que celle qui s'est exprimée ces derniers mois en Pologne, dans un contexte mondial de reprise des luttes.

En réalité, c'est sans aucune analyse sérieuse que le PCI se lance dans le type d'affirmation que nous avons mentionné plus haut. Et cette légèreté est particulièrement grave à l'heure où le développement des luttes tend à redonner aux organisations révolutionnaires un impact qu'elles avaient perdu depuis des décennies. Le PCI nous accuse de "démobiliser" le prolétariat en annonçant que le cours historique n'est pas à la guerre impérialiste, que la lutte de classe prévient pour le moment une telle issue capitaliste à la crise. Nous aimerions que cette organisation étaye ce type d'accusation, alors que toutes nos interventions insistent sur la nécessité de poursuivre et intensifier la lutte afin de ne pas laisser les mains libres à la bourgeoisie dans ses préparatifs guerriers. Par contre, ce qui est sûr, c'est que le meilleur moyen de décourager de la lutte un prolétariat de plus en plus préoccupé par le danger de guerre, c'est de lui dire tranquillement que ses luttes peuvent très bien contribuer au déclenchement d'un nouvel holocauste impérialiste. Heureusement que le PCI n'est pas encore cet "état-major de la classe" qu'il aspire à devenir !

COMMUNISME DE GAUCHE

SUITE DE LA P 8

chemin aux masses, pas seulement dans les mots, mais aussi dans les faits. Dans toutes les situations de la lutte politique avant la prise du pouvoir, il doit montrer, de la façon la plus claire, la différence entre réforme et révolution et dénoncer toute concession au réformisme comme une trahison de la révolution." (2)

Pour le KAPD, le compromis de l'IC avec la social-démocratie au 2ème Congrès était précisément une "déviation réformiste" et une "trahison de la révolution".

Dans les dernières 50 années, la classe ouvrière a chèrement payé ces confusions, ces premiers compromis de l'IC : des années d'illusion sur la nature de classe des syndicats et des partis sociaux-démocrates. La polémique de Lénine contre les communistes de gauche sert aujourd'hui aux gauchistes -trotskystes, maoistes,etc- pour justifier leurs intérêts profonds à défendre de tels corps et attaquer les révolutionnaires qui soutiennent et renforcent la compréhension grandissante de des ouvriers de la nécessité de se battre contre la gauche du capital.

Les positions de la gauche communiste, malgré toutes leurs confusions et leur caractère inachevé, sont devenues aujourd'hui des fondations essentielles pour la défense des positions de classe. Pour nous, ces organisations "infantiles" ont jeté des bases pour la prochaine vague révolutionnaire. Ce n'est pas par hasard que leur travail a été enterré et délibérément déformé. Mais aujourd'hui, leur combat est notre combat, leurs leçons sont les nôtres, doublement enrichies aujourd'hui. La gauche communiste a disparu dans la contre-révolution bourgeoise, mais leur travail n'est pas perdu, et sera repris par le les nouvelles générations qui remettront à l'ordre du jour le cri de guerre du KAPD : "la révolution est prolétarienne ou elle n'est rien!"

D'après "World Revolution" N°32

LE COMMUNISME DE GAUCHE : UNE MALADIE INFANTILE ?

IL Y A 60 ANS, EN 1920, LES DELEGUES QUI ASSISTAIENT AU SECOND CONGRES DE LA TROISIEME INTERNATIONALE REÇURENT CHACUN LA COPIE D'UNE BROCHURE ECRITE PAR LENINE : " LE COMMUNISME DE GAUCHE, UNE MALADIE INFANTILE". DANS CETTE BROCHURE, LENINE CRITIQUAIT AVEC VIRULENCE LES ORGANISATIONS QUI SE NOMMAIENT "COMMUNISTES DE GAUCHE". AUJOURD'HUI, CES CRITIQUES SONT COURAMMENT REPRISES PAR LES GAUCHISTES QUI VOIENT DANS LE TEXTE DE LENINE UN CLASSIQUE DE LA DIALECTIQUE ET DE LA TACTIQUE MARXISTE.

QUI ETAIENT CES COMMUNISTES DE GAUCHE OU "ULTRA-GAUCHE"?

LES COMMUNISTES DE GAUCHE

●Il y a 60 ans le courant des "communistes de gauche" du mouvement révolutionnaire marxiste représentait l'expression la plus avancée de la grande vague de lutte de classe qui secoua le monde à la fin de la guerre. Contre les distorsions de Lénine même et les mensonges grossiers des trotskystes aujourd'hui, nous devons affirmer :

-que les communistes de gauche étaient une tendance MARXISTE et non pas anarcho-syndicaliste.

-qu'il ne s'agissait pas d'ouvriers immatures nouveaux dans le mouvement communiste mais d'une tendance solide qui s'était développée A L'INTERIEUR des partis de masse de la social-démocratie avant la guerre pour s'opposer à la dégénerescence de ceux-ci et défendre les principes révolutionnaires.

-qu'ils ont rejetté catégoriquement le social-chauvinisme quand la guerre de 14 a éclaté ; ils étaient sur les positions de Lénine à la Conférence de Zimmerwald et Kienthal et prônaient le défaitisme révolutionnaire.

-qu'ils ont été parmi les premiers à se rallier à la nouvelle internationale en 1919 et qu'ils ont pris la défense de la révolution russe en appelant à l'extension du mouvement révolutionnaire aux pays d'Europe de l'ouest et d'ailleurs.

C'est précisément PARCE QUE les communistes de gauche défendaient les principes de base du bolchevisme et de la troisième internationale qu'ils ont été conduits à s'opposer aux premières manifestations de dégénérescence qui surgissent dès 1920.

La brochure de Lénine elle-même, expression d'une rupture incomplète avec la social-démocratie, fut un signe de cette dégénerescence précoce.

C'est parce que les communistes de gauche étaient marxistes qu'ils furent capables de voir les implications de la nouvelle époque ouverte par la guerre, celle de la décadence du capitalisme et en particulier de comprendre l'importance historique des soviets ou CONSEILS OUVRIERS qui avaient joué un rôle primordial dans la révolution d'octobre.

Le groupe le plus important des communistes de gauche à cette époque était le KAPD (Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne) qui s'était formé au début de 1920 à partir de la majorité expulsée du KPD en 1919 pour avoir refusé d'assumer une activité parlementaire.

En Italie, les communistes de gauche étaient représentés par la fraction communiste abstentionniste du Parti Socialiste Italien, regroupée autour d'Amadeo Bordiga, qui défendait la ligne marxiste intransigeante contre le marais social-démocrate du PSI. C'est l'aile gauche "bordiguiste" qui a constitué le noyau de base et la tête du Parti Communiste Italien (PCI) en 1921.

Les communistes de gauche avaient compris, avec justesse, l'impossibilité de continuer à utiliser de telles institutions bourgeoises qui étaient devenues le principal point de ralliement des forces contre-révolutionnaires et qui ne pouvaient désormais qu'oeuvrer à détruire les propres organes du pouvoir ouvrier : les conseils.

Ce faisant, les communistes de gauche étaient dans la lignée directe de la 3ème internationale lorsqu'elle annonçait l'entrée du capitalisme dans "l'ère des guerres et des révolutions" et la mort de la démocratie bourgeoise. Les combattants de la classe ouvrière, comme le KAPD , avaient compris la nécessité des conseils ouvriers comme la "forme enfin trouvée de la dictature du prolétariat" à l'encontre de tous les mensonges sur la "voie" ou la "tribune" parlementaire.

LE 2ème CONGRES DE LA 3ème INTERNATIONALE

Contrairement à ce que pensent les trotskystes, les communistes de gauche ne furent pas frappés de mutisme, ensorcelés par la rhétorique et la logique de la brochure de Lénine. Ils défendirent leurs positions au 2ème et 3ème Congrès de l'IC avant d'être finalement expulsés.

Après le fiasco de l'"action de mars" en Allemagne en 1921, l'Etat bolchevik, (et le mouvement révolutionnaire comme un tout!) a commencé à se résigner à une période d'isolement. On pouvait constater de plus en plus l'effet de l'isolement dans le retournement d'attitude de l'IC en faveur de l'aile gauche de la social-démocratie, c'est à dire les indépendants allemands -USPD- et les centristes du PSI conduits par Serrati, derrière lesquels s'abritait en fait l'aile droite du PSI conduite par Turati.

Le revirement était déjà clair au 2ème Congrès. La demande du PSI à être membre de l'IC et leur acceptation immédiate des fameuses "21 conditions" fut attaquée par les communistes de gauche, qui connaissaient la social-démocratie et savaient que ses chiens n'hésiteraient pas à mordre sauvagement le moment venu. Les gauches soulignaient le danger de rechercher l'alliance des faussement séduisants partis de masses comme le PSI et dénonçaient cette politique de la direction de l'IC comme une trahison de ses anciennes positions sur la social-démocratie.

Les gauches allemande, hollandaise, considéraient que la façon la plus concrète d'aller de l'avant était de développer à l'extrême la conscience révolutionnaire dans le prolétariat en particulier sur les questions parlementaire et syndicale.

Ce rejet de tout compromis avec la social-démocratie allait conduire par la suite les gauches à leur exclusion de l'Internationale tandis que l'aile droite devenait la force dominante.

Contre ce cours opportuniste, Gorter et le KAPD affirmaient que la social-démocratie était partout exclusivement bourgeoise :

"Au lieu d'appliquer maintenant aussi à tous les autres pays cette tactique éprouvée, et de renforcer ainsi de l'intérieur la 3ème Internationale, on fait présentement volte-face et tout comme la social-démocratie jadis, on passe à l'opportunisme. Voici qu'on fait tout entrer : les syndicats, les Indépendants, le centre français, une partie du Labour Party.

Pour sauver les apparences du marxisme, on pose des conditions, qu'il faut SIGNER (!!). Kautsky, Hilferding, Thomas, etc, sont certes mis à l'index. Mais les grosses masses, l'élément moyen est admis à rentrer et tous les moyens sont bons pour l'inciter à le faire. Pour que le centre se renforce mieux, les "gauchistes" ne sont pas admis s'il ne veulent pas passer au centre! LES TOUT MEILLEURS ELEMENTS REVOLUTIONNAIRES, tels que le KAPD, SONT AINSI TENUS A L'ECART!"

LES POSITIONS DU KAPD

Dans sa réponse au camarade Lénine, Gorter démontre que Lénine et le parti bolchevik n'ont pas pleinement compris la nature de classe de la social-démocratie et des syndicats -spécialement en ce qui concerne la nature des syndicats que le KAPD, lui, confronté à un des plus puissants syndicats du monde, était bien placé pour comprendre:

"De par leur nature, les syndicats ne sont pas de bonnes armes pour la révolution en Europe de l'ouest. Même s'ils n'étaient pas devenus les instruments du capitalisme, même s'ils n'étaient pas entre les mains des traitres, et si -dans les mains de quelques chefs que ce soit- ils n'étaient pas, par nature, voués à faire de leur leurs membres des esclaves et des instruments passifs, ils n'en seraient pas moins inutilisables."

Gorter avait ainsi discerné quelque chose qui manque complètement dans l'analyse de Lénine.

Pour Lénine, et plus tard pour l'IC, le seul problème était réellement de trouver la bonne direction révolutionnaire pour les ouvriers à l'intérieur des syndicats existants.

Pour la gauche allemande, les syndicats ne pouvaient pas être les instruments du renversement du capitalisme puisqu'ils s'étaient INTEGRES A L'APPAREIL D'ETAT aux côtés des partis sociaux-démocrates. Les syndicats, tout comme la social-démocratie, devaient être DETRUITS.

C'est cette idée que Gorter et le KAPD martelèrent constamment.

En essayant de tirer les leçons de la lutte de classe, Gorter et le KAPD ont suivi les traces de Rosa Luxembourg qui dans "Grèves de masses" discerne les changements en train de se produire dans le mouvement historique : le caractère de masse des luttes ouvrières, leur signification de plus en plus politique et l'inadéquation des vieilles formes organisationnelles. Le KAPD resituera cette analyse dans le contexte des nouvelles conditions du capitalisme décadent après que la social-démocratie ait définitivement trahi la classe ouvrière. Si leur travail comporte inévitablement des faiblesses, ils ont eu le mérite de saisir des vérités fondamentales.

Il n'ont pas jeté aux orties le rôle du parti, au contraire de ce qu'a affirmé Lénine mais étaient en fait pour une discipline et un centralisme rigoureux à l'intérieur du parti. Ils ont cependant analysé le rôle du parti sous le nouvel éclairage du changement de période, spécialement avec le surgissement des soviets, qui étaient pour le KAPD l'arme de la destruction du capitalisme, le moyen pour le prolétariat d'exercer son pouvoir et d'engager l'humanité dans la voie du communisme.

Le rôle du parti, comme le KAPD le comprenait en 1921, était de rassembler les "combattants les plus conscients et les plus mûrs" :

"Le parti communiste doit avoir une base programmatique solidement élaborée et doit être organisé et discipliné dans son entier à partir de la base, comme une seule volonté. Il doit être la tête et l'arme de la révolution... La tâche principale du parti communiste...est...d'être la boussole la plus infaillible du communisme. Il doit en toutes occasions savoir montrer le

SUITE PAGE 7

REVOLUTION INTERNATIONALE est la section en france du COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

● Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

● La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

● La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

● Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas "l'autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

● Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

● A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

● Tous les soi-disant "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes-sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

● Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste: toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

● Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

● Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

● Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

● NOTRE ACTIVITE

L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompu.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.